

Restructurations

Les salariés du papetier toulousain Job ont perdu leur... job

Les jeux de mots sont parfois la traduction d'une réalité cruelle. Les salariés du papetier toulousain Job, qui se sont battus durant neuf mois pour la survie de leur usine, en savent quelque chose. Au terme d'un âpre conflit, les 164 employés, au bout du rouleau, ont capitulé. En rendant, le 15 avril, les clés de l'usine, ils ont perdu leur

job et risquent de se retrouver pauvres... comme Job.

Barricadés depuis janvier dans l'entreprise - spécialisée dans la fabrication de papier à cigarettes -, les salariés avaient pourtant mis le paquet pour sauver le site d'une mort programmée par l'unique actionnaire, le groupe allemand Scheufelen: interpellation des élus locaux, intervention au-

près du ministère de l'Industrie, démarchage de repreneurs potentiels. Las, leurs efforts ont été réduits en cendre. Et il ne reste de leur lutte qu'un écran de fumée: le plan social, d'un coût de 30 millions de francs, arraché de haute lutte, sera en partie financé par la vente de la totalité des actifs. « Laisser partir un tel savoir-faire est une hérésie écono-

mique, affirme-t-on à la CGT. Mais ici comme dans d'autres secteurs, la logique de la mondialisation et de la course à la rentabilité immédiate ont eu raison de Job. »

Une façon de dire qu'entre leur cas et celui des autres entreprises victimes des restructurations la différence est de l'épaisseur d'une feuille de cigarette ■

TOULOUSE / Le patrimoine de JOB file aux enchères



■ Hier, cinq mois après l'arrêt de la production, une partie du matériel l'usine JOB était cédée à l'encan. Photo DDM - David BÉCUS.

SEPT-DENIERS Cinq mois après l'arrêt de la production et la liquidation judiciaire, l'outil de travail est vendu aux plus offrants